TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANTES REPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le tribunal administratif de Nantes,

4ème chambre,

N° **98.3969** et **98.3985**

M. Christian PERSIN

M. Degommier

Rapporteur

M. Iselin

Commissaire du gouvernement

Audience du 18 mars 1999

Lecture du 19 avril 1999

Vu 1/ la requête enregistrée au greffe du tribunal administratif le 30 octobre 1998, sous le n° 98.3969, présentée pour M. Christian PERSIN, demeurant 19, rue des Alouettes 53970 L'Huisserie, par Me Martin, avocat à Rennes;

M. PERSIN demande au Tribunal .

1- d'annuler l'arrêté en date du 26 septembre 1998 par lequel le maire de Laval l'a maintenu en surnombre pendant un an ;

2- de condamner la ville de Laval au paiement d'une somme de 10.000 F en application des dispositions de l'article L.8-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ;

Vu 2/ la requête enregistrée au greffe du tribunal administratif le 2 novembre 1998, sous le n° 98.3985, présentée pour M. Christian PERSIN, demeurant 19, rue des Alouettes 53970 L'Huisserie, par Me Martin, avocat à Rennes;

M. PERSIN demande au Tribunal:

1- d'ordonner le sursis à exécution de l'arrêté en date du 26 septembre 1998 par lequel le maire de Laval l'a maintenu en surnombre pendant un an ;

2- de condamner la ville de Laval au paiement d'une somme de 7.500 F en application des dispositions de l'article L.8-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les autres pièces du dossier;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 18 mars 1999 :

.le rapport de M. Degommier, magistrat,

.les observations de Me Poignard substituant Me Martin, avocat du requérant et de M. Christian PERSIN, requérant et de Me Marchand substituant Me Pittard, avocat de la ville de Laval,

. et les conclusions de M. Iselin, commissaire du gouvernement ;

Considérant que les requêtes susvisées n°s 98.3969 et 98.3985 présentées par M. PERSIN sont dirigées contre la même décision, présentent à juger les mêmes questions et ont fait l'objet d'une instruction commune ; qu'il y a lieu de les joindre pour statuer par un seul jugement ;

En ce qui concerne les conclusions à fin de sursis à exécution :

Considérant que l'affaire étant jugée au fond, il n'y a plus lieu de statuer sur les conclusions à fin de sursis à exécution ;

Sur la fin de non-recevoir opposée par le maire de Laval :

Considérant que si l'arrêté attaqué a été pris sur le fondement de la délibération du 25 septembre 1998 du conseil municipal de Laval, il a, en maintenant M. PERSIN en surnombre, produit en lui-même des effets sur la situation juridique de l'intéressé qui se voit privé, au moins temporairement de toute activité professionnelle au sein de son administration, alors que la position de surnombre ne dure qu'une année ; que l'arrêté attaqué doit donc être regardé comme un acte faisant grief et susceptible de recours ; que,

dès lors, la fin de non-recevoir ne peut qu'être écartée ;

En ce qui concerne les conclusions à fin d'annulation, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens de la requête :

Considérant qu'aux termes de l'article 97 de la loi du 26 janvier 1984 "Un emploi ne peut être supprimé qu'après avis du comité technique paritaire (...) Si la collectivité ou l'établissement ne peut lui offrir un emploi correspondant à son grade, le fonctionnaire est maintenu en surnombre pendant un an" ; que, par délibération en date du 25 septembre 1998, le conseil municipal de Laval a notamment supprimé l'emploi d'ingénieur en chef territorial occupé par M. PERSIN ; qu'en application et sur le fondement de cette délibération, M. PERSIN a été, par l'arrêté attaqué, maintenu en surnombre ;

Considérant qu'aux termes de l'article 24 du décret susvisé du 30 mai 1985 : "Le comité technique paritaire est convoqué par son président" ; que l'article 25 dudit décret dispose que : "La convocation du comité technique paritaire est accompagnée de l'ordre du jour de la séance"; et que son article 28 précise que "Toutes facilités doivent être données aux membres des comités pour exercer leurs fonctions. En outre, communication doit leur être donnée de toutes pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leurs fonctions au plus tard huit jours avant la date de la séance" ;

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que le dossier remis aux membres du comité technique paritaire le 11 juin 1998 comportait des erreurs qui n'ont été rectifiées que le 18 juin 1998 ; qu'en outre, le projet de tableau des emplois permanents de la ville, annoncé dans le rapport de présentation, n'était pas joint au dossier et n'a été envoyé aux membres, de la CFDT seulement, du comité que le 24 juin 1998, soit la veille de la réunion du comité, et sans que soit respecté le délai de huit jours prévu à l'article 28 du décret du 30 mai 1985 précité ; que cette lacune, concernant le document même qui devait être approuvé par le conseil municipal, a été de nature à empêcher les membres du comité de débattre utilement du projet et partant, à vicier la consultation du comité technique paritaire ; que, dès lors, la délibération du 25 septembre 1998 du conseil municipal de Laval, prise à la suite d'une procédure irrégulière, est entachée d'illégalité ; que, par suite, l'arrêté maintenant M. PERSIN en surnombre, pris sur la base de cette délibération, est dépourvu de base légale et doit, dans ces conditions, être annulé ;

Sur l'application de l'article L.8-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel :

Considérant qu'aux termes de l'article L8-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel : "Dans toutes les instances devant les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation" ;

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article L.8-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, le Tribunal ne peut pas faire bénéficier la partie tenue aux dépens ou la partie perdante du paiement par l'autre partie des frais qu'elle a exposés à l'occasion du litige soumis au juge ; que les conclusions présentées à

ce titre par le maire de Laval doivent dès lors, être rejetées ;

Considérant qu'il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de condamner la ville de Laval à payer à M. PERSIN une somme de 5.000 F au titre des frais exposés et non compris dans les dépens, comprenant notamment le droit de timbre ;

DECIDE :

Article 1 : L'arrêté en date du 26 septembre 1998 du maire de Laval est annulé.

Article 2: La ville de Laval versera à M. PERSIN une somme de 5.000 F (cinq mille francs) au titre de l'article L.8-1 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.

Article 3 : Il n'y a lieu de statuer sur la requête n° 98.3985 tendant au sursis à exécution de l'arrêté du 26 septembre 1998.

Article 4: Les conclusions du maire de Laval tendant à la condamnation du requérant au paiement des frais exposés et non compris dans les dépens sont rejetées.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à M. Christian PERSIN et au maire de la ville de Laval.

Délibéré à l'issue de l'audience du 18 mars 1999, où siégeaient,

M. Cacheux, président,

M. Dussuet et M. Degommier, magistrats, assistés de Mme Depin, greffier.

Prononcé en audience publique le 19 avril 1999.

Le rapporteur, Le Président, Le greffier,

S. Degommier H. Cacheux A. Depin

La République mande et ordonne au préfet de la Mayenne, en ce qui le concerne et à tous huissiers à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées de pourvoir à l'exécution du présent jugement.